

<https://ricochets.cc/Les-seigneurs-de-la-Republique-se-gavent-en-detruisant-nos-vies-et-Bayrou-begaie-comme-ses-predecesseurs-8062.html>



Les seigneurs de la République se gavent en détruisant nos vies, et Bayrou bégaie, comme ses prédécesseurs



Date de mise en ligne : mercredi 18 décembre 2024

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le guignol Bayrou passera-t-il l'hiver ?

On s'en moque en réalité. Tant qu'on laissera exister et agir les gouvernements et les cliques d'oligarques et technocrates, on subira des tyrannies reconduisant les inégalités sociales et la dépossession totale de nos vies vouées à alimenter le Capital et à payer grassement nos despotes.

Le Roi est nu, mais les flics extrémisés sont toujours armés jusqu'aux dents, et le capitalisme continue partout ses ravages écocidaire et antisociaux.

Plus bas, un intéressant décryptage des mots du pouvoir, autour de la notion de responsabilité, tellement employée à toutes les sauces...

Il faudrait aussi faire le procès d'autres tartufferies récurrentes, comme l'expression « projet structurant » ou « légitimité démocratique ».



Les seigneurs de la République se gavent en détruisant nos vies, et Bayrou bégaie, comme ses prédécesseurs

François Bayrou est le 4e Premier Ministre français de 2024. Mais il ne passera sans doute pas le printemps

« Mais heuuuu ! » : c'était l'expression fétiche, créée avec une voix niaise et un accent béarnais, de la marionnette de François Bayrou aux Guignols de l'Info. À chaque fois, son apparition à la télévision provoquait un fou rire dans le public.

Les lecteurs et lectrices de plus de 30 ans se rappellent que François Bayrou était une star de l'émission satirique de Canal+ : sa grosse tête était une caricature aux grandes oreilles et aux yeux rapprochés, l'incarnation du type tiède et stupide. À la longue, le personnage des Guignols était plus connu que le vrai politicien lui-même. L'émission avait longtemps ridiculisé Bayrou devant toute la France, compromettant son ascension politique. Personne ne le prenait au sérieux, même les enfants se moquaient de lui.

Il faut dire qu'en 2007, son parti avait eu le bon goût de créer un clip reprenant la chanson de K. Maro, « Femme like you », mais en transformant les paroles par « Je veux François Bayrou ». Pour les curieux, cette oeuvre est toujours

en ligne sur le compte officiel du Modem. En 2002, il avait giflé un adolescent qui lui faisait les poches. La réalité dépassait souvent la parodie.

En 2024, les Guignols de l'Info ont été supprimés depuis longtemps par Bolloré, et Bayrou est présenté depuis plusieurs jours comme un candidat sérieux à Matignon. Il vient d'être nommé à la tête du gouvernement français par Macron.

Bayrou est un « centriste » de droite, issu de l'UDF - Union pour la démocratie française - courant politique flasque qui va de Valéry Giscard d'Estaing à Jean Lecanuet en passant par Édouard Balladur. Une galerie de personnages politiques qui vend du rêve. Ce courant libéral et confus n'a jamais hésité à s'allier avec la droite radicale tout en tenant des discours faussement sociaux, par exemple pendant la présidentielle de 2007. Macron en est l'héritier.

Proche du président dès le début de son ascension, il a été son éphémère ministre de la justice après l'élection de 2017, et avait annoncé une « grande » réforme de « moralisation »... avant d'être visé par une procédure judiciaire pour abus de confiance, recel d'abus de confiance et escroqueries concernant des soupçons d'emplois fictifs. Un épisode qui aurait fait rire aux Guignoles de l'Info. Alors qu'il obtenait enfin un poste de pouvoir, il avait dû démissionner illico. Mais était resté conseiller du président.

En septembre dernier, François Bayrou, déclarait sur BFM à propos de la dissolution : « Le but de cette élection n'était pas de désigner un vainqueur mais d'écarter des gens dont on ne voulait pas ».

On pensait naïvement qu'une élection servait à élire, et que les perdants devaient s'y conformer. Mais le macronisme réinvente les règles. Le « centriste » et « démocrate » Bayrou expliquait ainsi clairement que l'extrême centre n'a qu'un objectif, garder le pouvoir coûte que coûte tout en liquidant la gauche.

Bayrou c'est un peu la dernière cartouche de Macron. C'est son fidèle toutou qui n'a jamais réussi à gravir les plus hautes marches, l'éternel second rôle de la politique, qui rêve depuis toujours d'être nommé Premier Ministre. Bayrou, c'est celui qui ne peut rien refuser à Macron.

Politiquement, c'est un Michel Barnier bis. On imagine qu'il va probablement tenter de nommer un gouvernement « d'union nationale » avec des membres du PS, les socialistes ayant déjà prévu de trahir comme à leur habitude. Mais Bayrou est aussi détesté par le RN, qui se voit déjà au pouvoir et voudra le faire tomber.

Dans ces conditions, on voit mal ce qui pourrait empêcher une nouvelle motion de censure. Bayrou est le quatrième premier Ministre de la France en un an seulement - après Borne, Attal et Barnier - mais on voit mal comment guignol pourrait survivre plus d'un trimestre à la tête du gouvernement.

► source : <https://contre-attaque.net/2024/12/13/guignol-premier-ministre/>



Les seigneurs de la République se gavent en détruisant nos vies, et Bayrou bégaie, comme ses prédécesseurs

Bayrou et la « Marche sur Rome » de l'extrême centre

Le monde politique français est une gigantesque farce, et François Bayrou en est une incarnation.

Devinez qui qualifiait Emmanuel Macron de candidat des « forces de l'argent » qui représente les « grands intérêts financiers » ? François Bayrou en 2016. Il voyait derrière le candidat « une tentative des grands intérêts financiers et autres, qui ne se contentent pas d'avoir le pouvoir économique, mais qui veulent avoir le pouvoir politique ». Clairvoyant.

La même année, il assurait : « Je ne me reconnais pas dans ce qu'Emmanuel Macron incarne ». Avant de rejoindre son camp et de faire campagne pour lui.

L'extrême-centre, c'est une tendance politique vide, capable de dire tout et son contraire, pour finalement appliquer une politique de droite extrême une fois au pouvoir. C'est ce que nous subissons depuis des années.

Simone Veil, la célèbre ministre de droite et ancienne collègue de François Bayrou disait déjà au début des années 2000 : « Bayrou, c'est pire que tout », et le qualifiait d'« illuminé ». Elle ajoutait : « Le personnage demeure incompréhensible si l'on ne tient pas compte de cette donnée essentielle : il est convaincu qu'il a été touché par le doigt de Dieu pour devenir président. C'est une idée fixe, une obsession à laquelle il est capable de sacrifier principes, alliés, amis. Comme tous ceux qui sont atteints de ce mal, il se figure les autres à son image : intrigants et opportunistes ».

Une fois ce portrait posé, intéressons-nous à la scène chaotique et révélatrice qui a précédé la nomination de Bayrou vendredi 13 décembre. Il s'agit d'un coup d'État dans le coup d'État, dans le registre du ridicule.

On le sait, après avoir perdu plusieurs élections d'affilée, Macron piétine le résultat du dernier scrutin depuis le mois

de juillet et a d'abord décidé de nommer Michel Barnier, membre de LR, force politique la plus minoritaire à l'Assemblée. Sans surprise, ce gouvernement est tombé en trois mois. Mais puisqu'il est hors de question pour le Président de nommer quiconque issue de la gauche, même la plus tiède, Macron a choisi un membre de sa propre équipe pour le remplacer. Premier coup de force.

Et au sein même du macronisme, un amusant deuxième coup de force a eu lieu. Si les Guignols de l'Info avaient scénarisé l'épisode, personne n'y aurait cru tellement c'est gros.

En bon manager toxique, Macron a fait croire à son fidèle Bayrou qu'il allait le nommer. Tout était prêt, les médias au garde à vous, le récit officiel était calé. Mais à 8h30 vendredi matin, Macron a finalement annoncé à son allié qui trépignait d'impatience qu'il avait changé d'avis au dernier moment. Macron aime humilier ses plus proches fidèles. Le Monde parle d'un « échange tendu entre les deux hommes ». Le président avait finalement opté pour Rolland Lescure, ancien socialiste devenu ultra-libéral.

Nouveau revirement une heure plus tard, les médias annonçaient la nomination de Bayrou. Le Monde révèle que ce dernier, « furieux de l'évolution des discussions, a menacé de quitter la "majorité", ce qui a poussé Macron à le nommer ». Sans le Modem, Macron déjà minoritaire se serait retrouvé privé de 30 députés centristes, et plus isolé que jamais, voire contraint de quitter le pouvoir.

Il a donc dû céder. Bayrou aurait même « menacé de tout faire sauter s'il n'était pas nommé » selon BFM. Une sorte de remake de la Marche sur Rome des fascistes italiens, version extrême-centre et grotesque.

Rappelons par ailleurs que le nouveau Premier Ministre est toujours mis en examen pour des faits de détournement de fonds européens, utilisés pour rémunérer des assistants parlementaires qui travaillaient en réalité pour l'UDF, puis le MoDem. Lors d'un premier procès qui a eu lieu l'an dernier, le tribunal a bien reconnu le détournement de fonds publics, mais a relaxé François Bayrou « au bénéfice du doute ». Le doute fait bien les choses. Le parquet a fait appel, et Bayrou reste toujours poursuivi.

En 2017, Emmanuel Macron promettait qu'« un ministre doit quitter le gouvernement lorsqu'il est mis en examen ». Si Bayrou est encore Premier Ministre au moment du procès, ce serait la première fois de l'histoire qu'un chef du gouvernement en exercice est jugé.

Le petit coup de pression interne au clan Macron est rocambolesque, mais il montre surtout l'extrême faiblesse de Macron, autocrate mégalomane et capricieux, qui doit finalement céder à un micro-parti qui fait partie de sa coalition minoritaire, pour ne pas perdre totalement pied.

Le Roi est nu, plus que jamais.

► source : <https://contre-attaque.net/2024/12/15/bayrou-et-la-marche-sur-rome-de-lextrême-centre/>



Les seigneurs de la République se gavent en détruisant nos vies, et Bayrou bégaie, comme ses prédécesseurs

Les Premiers Ministres nous coûtent cher

En 2024, la France a eu pas moins de quatre Premiers ministres en une année. C'est la première fois depuis 90 ans, et c'est inédit sous la Cinquième République. Pour retrouver une telle valse des chefs de gouvernement sur une seule année, il faut remonter à... 1934, sous la Troisième République, au sommet de l'instabilité politique et en pleine montée du fascisme. Macron promettait la stabilité, il a créé le chaos institutionnel.

Cela pourrait être divertissant si ça ne coûtait pas un pognon de dingue. Car les anciens Premier Ministre bénéficient de privilèges pour le reste de leur vie. Selon un décret, l'État leur « met à disposition sur leur demande, un agent pour leur secrétariat particulier, pendant une durée maximale de dix ans à compter de la fin de leurs fonctions » et ils peuvent demander un véhicule de fonction avec chauffeur, cette fois sans limite de temps. L'État « prend en charge les dépenses afférentes ». Dit clairement, l'argent du contribuable leur achète des bagnoles et de l'essence, en plus de payer le chauffeur.

Ce décret, déjà généreux, est largement dépassé, puisque des Premier Ministre qui ne sont plus en fonction depuis des décennies semblent pour certains continuer de bénéficier de secrétaires particuliers aux frais de l'État.

Par exemple, le socialiste Bernard Cazeneuve, qui n'a été Premier Ministre que pendant cinq mois à la toute fin du mandat de François Hollande, il y a 8 ans, coûte plus de 200.000 euros d'argent public par an.

Dominique de Villepin, qui n'est plus Premier Ministre depuis 2005 : 197.000 euros par an. Jean-Pierre Raffarin, qui a supprimé un grand nombre de conquêtes sociales après l'élection de Chirac en 2002, et qui continue d'arpenter les plateaux télé pour appeler à l'austérité et à la diminution des aides pour les plus pauvres : 167.000 par an. Lionel Jospin, qui s'est « retiré de la vie politique » depuis 22 ans : 162.000 euros annuels. Manuel Valls, ancien Premier Ministre PS, qui a depuis tenté une aventure politique ratée en Espagne : 142.000 euros par an. François Fillon, ex-chef du gouvernement de Sarkozy, condamné par la justice et déjà richissime : 125.000 euros. Édouard Balladur, qui a été Premier Ministre il y a plus de trente ans et que tout le monde a oublié : 104.000 euros !

Les seigneurs de la République se gavent en détruisant nos vies, et Bayrou bégaie, comme ses prédéces

France Info calculait ainsi que l'an dernier ces dépenses ont coûté 1,42 million d'euros à l'État. Une somme en hausse de 11% par rapport à 2022. Mais ces chiffres ne prennent pas en compte les frais liés à la protection policière offerte aux anciens locataires de Matignon « sans limitation de durée » et « en vertu d'une tradition républicaine non écrite ». Des policiers sont payés à plein temps pour escorter des gens aussi menacés que Balladur ou Jospin, et la facture s'élève à 2.802.903 Euros, ce qui comprend « la masse salariale, les heures supplémentaires, les frais de mission (transport, hébergement et restauration) et les véhicules (achat, entretien, réparation, carburant et péage) ». C'est la planque de rêve pour un policier.

Lorsqu'un Premier Ministre quitte sa fonction, il bénéficie aussi d'une « indemnité de départ » qui correspond à trois fois la somme qu'il percevait quant il était en exercice. Trois fois 14.910 euros, soit 44.730 Euros. Un joli cadeau, versé quelle que soit la durée de l'exercice du Premier ministre. Ironique, alors que les allocations chômage des gueux sont attaquées comme jamais.

Par exemple, Gabriel Attal qui n'est resté en poste que 7 mois, a touché ce pactole. Barnier qui a tenu 3 mois, également. Avec la multiplication des nominations de Premiers Ministres, la note ne cesse de s'alourdir.

Et tout cela n'est que de l'argent de poche pour ces messieurs, qui bénéficient par ailleurs de revenus généreux, de propriétés et de nombreux privilèges liés à leurs fonctions passées. Prenons Michel Barnier : âgé de 73 ans, il a commencé sa carrière politique il y a plus de 50 ans, et peut percevoir une retraite de 28.270 euros par mois : il a été parlementaire pendant 17 ans, ministre pendant 7 ans et ancien membre du Conseil d'État. Les privilèges indécents d'ancien Premier Ministre ne sont pour lui qu'un petit bonus.

Les seigneurs de la République se gavent en détruisant nos vies, et c'est nous qui les payons.

- ▶ source : <https://contre-attaque.net/2024/12/16/les-premiers-ministres-nous-coutent-cher/>
- ▶ et aussi :
- [Bayrou s'est rendu au conseil municipal de Pau en jet présidentiel](#)



Les seigneurs de la République se gavent en détruisant nos vies, et Bayrou bégaie, comme ses

prédécesseurs

Décryptage du discours dominant : un grand pouvoir n'implique aucune responsabilité

Un fidèle lecteur, qui décrypte les mots du pouvoir et qui avait publié précédemment une analyse acérée de la langue de bois macroniste, nous envoie son point de vue sur le mot « responsabilité » : un terme en vogue dans la classe politique. Une formule vide qui permet aux décideurs de réaliser toutes les veuleries.

Engager sa responsabilité

C'est officiel, le gouvernement Barnier est tombé - certes pas de très haut. La petite chanson que l'on entendait depuis des jours, celle de l'appel à la « responsabilité » des uns et des autres, va maintenant se muer en condamnations sur le même thème. Il y a quelques jours, un éditorial du Monde s'intitulait : « Le pari de Michel Barnier a été de miser sur la responsabilité des partis, [...] l'échec est patent ». Pourtant, la gauche a déposé sa motion avec « gravité et responsabilité », dans la continuité d'un péché originel (ce fameux 49.3) engageant explicitement la « responsabilité du gouvernement » - c'est la constitution qui le dit.

Macron lui-même, dans son allocution du 5 décembre, n'a tenu qu'une petite minute avant de lâcher le mot. « Cette décision [de dissoudre l'assemblée], beaucoup me l'ont reprochée et je sais, beaucoup continuent de me le reprocher. C'est un fait et c'est ma responsabilité » a-t-il d'abord dit. Puis : « Je n'assumerai jamais l'irresponsabilité des autres, et notamment des parlementaires qui ont choisi en conscience de faire tomber le budget et le gouvernement de la France à quelques jours des fêtes de Noël ». Responsable des causes, oui, mais pas des conséquences. Limpide.

Le mot étant malmené à longueur de matinale et de part et d'autre de l'hémicycle, l'auditeur se retrouve plongé dans une soupe sémantique vide de sens et où chacun semble pouvoir tirer la couverture à soi sans guère de contradiction. On ne s'y retrouve plus. En désespoir de cause mais aussi dans un geste citoyen, il ne reste plus qu'à réhabiliter le terme en commençant par la seule autorité susceptible de mettre tout le monde d'accord : Robert, virgule, le Petit.

Responsables mais pas coupables

Le Petit Robert nous renseigne ainsi sur une des causes de la confusion (l'autre, principale, étant l'utilisation malveillante de la langue française par la classe politique) : l'ambiguïté intrinsèque du terme. Voyez plutôt :

1. DROIT : Obligation, pour un gouvernement, de quitter le pouvoir lorsque le corps législatif lui retire sa confiance.
2. DROIT : Obligation de réparer le dommage que l'on a causé par sa faute, dans certains cas déterminés par la loi.
3. Fait d'être responsable. Nécessité morale de remplir un devoir, un engagement.

Trois définitions qui ne sont pas exactement interchangeables, et dont la proximité peut s'avérer trompeuse. La première - la moins intuitive - est celle évoquée dans la constitution : le gouvernement engage sa responsabilité mais se voit aussitôt censuré, il remet donc sa démission et repart la queue entre les jambes. Bravo Michel, tu as été très responsable (de la débâcle), on te félicite.

La seconde est plus intéressante, car c'est à son niveau qu'opère ce qui est peut-être la plus grande supercherie de la vie politique française. Est « responsable » celui qui, aux yeux de la loi, a commis un tort et se trouve ainsi sommé de le redresser. Sénateurs et députés adorent se déclarer responsables de tout et son contraire, alors qu'ils possèdent l'immunité parlementaire. Par définition, ils ne pourront jamais être reconnus coupables de quoi que ce soit le temps de leur mandat, et n'auront donc jamais rien à réparer.

Macron déclarant "Le responsable vous l'avez devant vous, qu'ils viennent le chercher". Les Gilets Jaunes ont essayé.

Clamer sa responsabilité, c'est mâtinier sa conviction d'une dose de virilité à peu de frais, voire faire montre de virilité faute de conviction tout court. « Qu'ils viennent [me] chercher » fanfaronnait Macron au sujet de l'affaire Benalla, sachant trop bien que statutairement, nul ne le pouvait, et que les Gilets Jaunes allaient devoir se confronter à une armée de flics pour mettre ses paroles à exécution.

Édouard Philippe avait la même manie « d'assumer » (implicitement : la responsabilité de ses décisions, voir le Robert encore) sans cesse. La limitation de vitesse à 80km/h, il assume. Un vol en A340 à 350.000Euros pour aller à Tokyo, il assume. Pourquoi se priver ? **La vérité est qu'Édouard Philippe, Macron et tous les autres n'assument que dalle. Ensemble pour la République pourrait voter demain l'interdiction des antibiotiques et des détecteurs de fumée... des dizaines milliers de morts plus tard, pas un seul d'entre eux ne verrait les colonnes d'un tribunal.**

Un personnage politique qui « prend ses responsabilités » adresse le plus diplomatique des bras d'honneurs à ses administré-es

Un personnage politique qui « prend ses responsabilités » adresse le plus diplomatique des bras d'honneurs à ses administré-es. Oui, il vient de déclencher une levée de boucliers, mais s'en remet à la justice pour satisfaire les mécontent-es. Celle-ci se révèle incompétente. Échec et mat.

Panique morale

Reste la dernière définition, floue, morale. C'est celle par laquelle tout devient permis : dans le monde politique où tout est conflit de valeurs, se positionner d'un côté ou de l'autre passera toujours pour de l'engagement. Faire tomber le gouvernement, c'est être responsable du chaos, responsable d'avoir épargné les services publics d'une nouvelle saignée, responsable de ternir l'image du pays sur la scène internationale, responsable de représenter les électeurs majoritairement hostiles au président.

À l'exclusion d'éventuels cas pathologiques, les membres de la classe politique agissent toujours de manière motivée. Ils ont une raison, qu'on leur fera l'honneur de croire sincère. Si demain il fallait fermer tous les hôpitaux de France et de Navarre, ce serait pour dissuader Standard and Poor's de dégrader la dette souveraine. La mort dans l'âme et la main sur le coeur, le choix serait d'autant plus responsable qu'il est douloureux (pour les autres).

Le problème lorsqu'on place le débat à ce niveau, c'est qu'on le rend de fait insoluble. Un conflit de valeurs ne se résout pas : il s'arbitre. Lorsqu'un camp appelle les autres à se montrer responsables, il les enjoint d'adopter sa position : ma valeur vaut plus que la tienne. En lieu et place d'argument, on entérine les clivages existants. Tout le monde patine.

C'est peut-être au regard de cette définition qu'il faut considérer la notion de responsabilité : l'augmentation brutale de sa prévalence dans la parole publique date la mort du débat comme le carbone 14 date le

sénateur. Ornière, mur, impasse. Macron dans sa tour d'ivoire doit résoudre la quadrature du cercle et pas un chef de parti ne dispose d'un embryon de solution.

Pour continuer d'exister, ne reste plus qu'à agiter les bras.

► source, avec liens :

<https://contre-attaque.net/2024/12/17/decryptage-du-discours-dominant-un-grand-pouvoir-nimplique-aucune-responsabilite/>